

prises, les pertes subies aux élections législatives nécessitaient à leurs yeux une révision de leur ligne politique. Il ne s'agissait bien entendu pas de faire une auto-critique de la ligne suivie après la libération (participation des communistes au gouvernement, aide à la reconstruction de l'industrie, désarmement des FTP, etc...), mais bien d'expliquer aux militants qui commençaient à se poser des questions, que la population n'admettait plus des luttes dures, n'admettait plus la violence ; la preuve : c'est qu'ayant fait ce type d'action le parti et la CGT avaient perdu gros. Et ceci d'autant plus facilement que les femmes qui sont sensibles à l'argument de la violence, commençaient à voter, et il fallait en tenir compte. Pas un mot évidemment sur le reflux du mouvement ouvrier qui caractérisait cette période. Cette « analyse » fut le signal de l'abandon de la violence.

Le fait que la gauche gagna les élections de 1956, justifiait cette position aux yeux des militants.

En 1968, il n'était pas besoin de chercher de nouveaux arguments, c'était de nouveau la violence (mais celle-là était gauchiste) qui avait fait perdre les élections.

La politique électoraliste a une logique inéluctable, qui passe du refus de la violence au refus des luttes tout court. Encore que cette évolution est considérablement freinée chez les staliniens par le type de relations qu'ils entretiennent avec l'URSS.

Au niveau des luttes cassées dans ces entreprises, il ne faut pas non plus oublier l'attitude ambiguë de la CFDT qui, lorsqu'elle se trouvait très largement minoritaire, pouvait se permettre de faire de la démagogie pour tenter de récupérer quelques miettes perdues par la CGT, en poussant à l'action ; alors que là où ses forces étaient comparables à celles de la CGT, là où en prenant des positions en pointe elle risquait, étant donné la grande combativité, d'entraîner effectivement les travailleurs, c'est-à-dire d'être amenée à prendre directement la direction de la lutte, elle a joué exactement le même rôle que la CGT (ex : les Arsenaux).

Les résultats de cette politique ont été non pas la destruction de la combativité ouvrière dans ces secteurs, car les causes du mécontentement existent toujours et pour autant les travailleurs n'ont pas été battus, mais une certaine démoralisation qui se traduit par une forte désyndicalisation et le fait que ces entreprises restent depuis lors dans l'expectative.

II – Dans la deuxième catégorie de grèves, entrent les luttes dures, longues, combattives ayant éclaté d'une part dans de vieilles entreprises expérimentées (Batignolles-Paris SA-Dunkerque...) d'autre part dans des entreprises globalement qualifiées d'entreprises nouvelles employant de jeunes travailleurs récemment prolétarisés (Girosteel, Pennaroya, Joint Français, Thionville).

Il y a évidemment de grosses différences entre ces deux types d'entreprises, différences dont nous devons tenir compte dans nos interventions. Nous allons avoir l'occasion d'y revenir.

Concernant les « entreprises nouvelles », les caractères particuliers en sont : qu'elles sont jeunes et par leur implantation et par l'âge moyen des travailleurs. De cela découle qu'il n'y a pas de traditions de lutte, que le poids de l'appareil bureaucratique y est faible, sinon inexistant, que l'idéologie stalinienne et sa conception des luttes n'a pas marqué ces entreprises de manière apparente, que le poids de la CFDT y est en général plus fort que dans la moyenne des entreprises plus anciennes ;

ce qui donne une possibilité d'expression et une apparence de démocratie plus grande, qu'il n'y a pas de gros préjugés contre les gauchistes, qu'il n'y a pas de revendications tabou, que les salaires y sont très bas et les conditions de travail mauvaises.

Il faut aussi signaler que contrairement aux entreprises ou l'organisation syndicale existe depuis longtemps, il n'y a pratiquement pas d'avantages sociaux, ni de perspectives de ce que l'on appelle un déroulement de carrière : c'est-à-dire de possibilité de grimper dans l'échelle hiérarchique, etc... Toutes ces choses qui créent souvent des difficultés supplémentaires au déclenchement d'actions dures et longues car il y a un acquis à préserver.

Dans ces entreprises donc et pour peu qu'il y ait des éléments combattifs, toutes les conditions essentielles sont réunies pour déclencher des grèves dures, ceci d'autant plus que n'ayant aucune expérience, aucune tradition, la seule référence pour eux, même s'ils n'y ont pas participé, c'est mai 68. Il est clair que dans ces boîtes les petits débrayages bidons n'ont pas beaucoup d'avenir.

III – La troisième catégorie d'action est constituée par les sempiternelles journées ou semaines d'actions par secteurs ou par corporations, lancées quelque fois dans l'unité, quelque fois aussi par une seule organisation syndicale.

Cette année elles se sont traduites par des journées touchant en principe toutes les corporations.

Je pense qu'il est inutile de s'y étendre, signalons simplement que si les journées du 7 et du 23 juin n'ont été d'aucune utilité pour faire avancer les revendications mises en avant, par contre elles ont servies, une à mettre la CFDT dans une position délicate, deux, à redorer un tant soit peu le blason de la CGT qui en avait bien besoin après les luttes cassées et l'affaire Overney, trois elles ont donné un coup d'accélérateur considérable aux négociations sur le programme commun de la gauche.

Tout ceci étant brièvement rappelé, il faut maintenant y regarder d'un peu plus près, car il ne fait aucun doute que les conclusions que nous tirerons de notre analyse auront une grande importance dans le cadre de la discussion préparatoire au congrès de la Ligue.

Je ferai totalement abstraction de la 3ème catégorie d'actions, de type parfaitement bureaucratique pour aborder directement celle du type « Joint Français ».

### Entreprises nouvelles et vieux bastions

Il est sûr et c'est parfaitement normal, que l'organisation a été profondément marquée par cette grève comme elle l'avait d'ailleurs été par celle des Batignolles.

Mais analyser ce type d'action superficiellement ou en l'isolant de ce qui se passe par ailleurs dans le mouvement ouvrier, nous conduirait à faire des erreurs pour le moins très graves.

Cela n'est pas parce que nous pouvons maintenant dans certains cas, intervenir et influencer une série d'actions que l'on qualifie trop vite d'exemplaires, qu'il faut penser que nous allons pouvoir systématiser ce genre d'interventions.

Nous avons fait de riches expériences, nous en ferons d'autres ce qui nous permettra de progresser, mais les bureaucraties et la bourgeoisie aussi en ont profité et sauront s'en servir.

N'oublions pas que ce qui a été dit précédemment sur ces boîtes jeunes qui réunissent effectivement les condi-